



THE WORLD BANK

Working for a World  
Free of Poverty

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Communiqué de presse n° 2010/096/PREM

Contacts :

À Washington : Alejandra Viveros + 1 (202) 473-4306

[Aviveros@worldbank.org](mailto:Aviveros@worldbank.org)

### **Les pays en développement à la rescousse de l'économie mondiale** *Entrant pour moitié dans la croissance actuelle, ils sont appelés à dépasser les pays développés en termes de poids économique à l'horizon 2015*

**WASHINGTON, le 27 septembre 2010** — Au moment où les pays riches remettent de l'ordre dans leurs propres économies, les pays en développement s'imposent peu à peu comme un élément moteur de la croissance mondiale et sont en train de tirer les économies avancées dans leur sillage, selon un nouvel ouvrage publié par des économistes de la Banque mondiale.

Intitulé *The Day After Tomorrow: A Handbook on the Future of Economic Policy in the Developing World* (Le monde de demain : Guide sur les orientations futures des politiques économiques dans les pays en développement), cet ouvrage révèle que près de la moitié de la croissance mondiale est aujourd'hui à mettre au compte des pays en développement. Et selon les projections actuelles, ceux-ci sont appelés à dépasser les pays développés en termes de poids économique à l'horizon 2015.

« Les pays en développement sont venus à la rescousse de l'économie mondiale », a déclaré Otaviano Canuto, qui est vice-président pour la réduction de la pauvreté et la gestion économique (PREM) à la Banque mondiale et l'un des codirecteurs de cette publication. « Ce sont eux qui servent désormais de locomotives pour la croissance mondiale au moment où les pays à revenu élevé continuent de stagner. »

Selon les estimations dont fait état cet ouvrage, la croissance des pays en développement devrait atteindre un niveau de 6,1 % en 2010, de 5,9 % en 2011 et de 6,1 % en 2012, et s'établir dans les pays à revenu élevé à 2,3 %, 2,4 % et 2,6 %, respectivement, sur cette même période. Ces profils divergents de croissance sont en outre destinés à se maintenir sur le moyen terme. Cela tient à cinq séries de facteurs : le rythme plus soutenu du processus d'apprentissage technologique dans les pays en développement, l'accroissement de leur classe moyenne, le surcroît d'intégration commerciale Sud-Sud, le renchérissement des prix des produits de base, ainsi que la bonne tenue des soldes publics des pays en développement, qui leur permettra d'emprunter pour assurer leurs investissements en infrastructure.

« L'horizon économique s'annonce prometteur pour le monde en développement », a déclaré l'autre codirecteur de l'ouvrage, Marcelo Giugale, qui dirige les activités du réseau PREM au niveau de la région Amérique latine et Caraïbes à la Banque mondiale. « Le rééquilibrage de la croissance mondiale dans le sens d'une multiplicité d'éléments moteurs va donner une nouvelle importance aux pays en développement. Cela va aussi modifier la donne au niveau de leurs politiques : en moyenne, on va y voir la gestion économique se renforcer et l'administration publique s'améliorer, et on pourra être sur le point d'entrevoir le début de la fin en ce qui concerne la pauvreté. »

L'étude fait valoir que les pays en développement devraient tirer parti de la situation relativement plus saine de leurs finances publiques pour promouvoir une croissance qui profite à tous. Cela veut dire qu'ils assurent un meilleur ciblage de leurs programmes sociaux, qu'ils s'attachent plus à assurer l'égalité des chances pour leurs citoyens, et qu'ils établissent un climat des affaires propice à la création d'emplois dans le secteur formel de leurs économies.

Un certain nombre de tendances à venir pour les pays en développement se dégagent par ailleurs de cette étude : une reprise des envois de fonds de leur main-d'œuvre expatriée, un accroissement des échanges Sud-Sud, une hausse des investissements des fonds souverains, une gestion plus prudente de la dette et, pour beaucoup de ces pays, un surcroît de confiance de l'opinion publique dans leurs dirigeants.

Selon l'ouvrage, des régions comme l'Asie de l'Est, l'Amérique latine, l'Asie du Sud ou, dans un horizon prochain, l'Afrique ont le potentiel voulu pour accéder au rang de régions « nouvellement développées ». Voici quelques-unes des données majeures qui se dégagent de l'étude pour chacune des régions :

En **Afrique subsaharienne**, la plus pauvre région du monde, la crise a peut-être eu pour effet de faire basculer 7 à 10 millions de personnes de plus dans la pauvreté. Les perspectives de renforcement de la croissance y sont néanmoins favorables, tant que les pays maintiennent leur détermination à appliquer des politiques avisées. Il s'agira notamment pour eux de s'attaquer aux problèmes de l'infrastructure, de la création d'emplois, de la gouvernance et du rétrécissement de l'aide.

La région **Asie de l'Est et Pacifique** a beau jouer un rôle moteur pour ce qui est de sortir le monde de la crise actuelle, il lui reste des progrès à faire sur le plan de l'intégration économique et face au changement climatique. Pour la Chine, un certain « rééquilibrage » doit s'opérer sous la forme d'une expansion de sa consommation intérieure et de son secteur des services. Pour les pays à revenu intermédiaire comme l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines ou la Thaïlande, il va s'agir de progresser afin d'accéder aux marchés basés sur le savoir et l'innovation ; pour ceux à faible revenu, tels que le Cambodge, la RDP Lao ou le Viet Nam, l'objectif clé sera de promouvoir la facilitation des échanges.

La région **Europe de l'Est et Asie centrale** est celle qui a été le plus durement touchée par la crise mondiale, accusant une baisse de croissance de 12 points de pourcentage entre 2007 et 2009, ce qui a réduit à néant une bonne partie des progrès réalisés dans le passé. Pour aller de nouveau de l'avant, les pays de cette région vont devoir améliorer leur compétitivité et établir leurs prestations de services sociaux sur une base budgétairement viable.

En **Amérique latine**, la croissance est tombée au point mort sous l'effet de la crise, qui a également fait basculer dans la pauvreté quelque 8 millions de personnes de plus (sur la base d'un seuil de pauvreté de 4 dollars par jour). Mais grâce aux progrès réalisés ces dix dernières années en matière de gestion économique et de politiques sociales, les pays de la région ont pu éviter une implosion économique ou sociale et, sauf en cas d'autres chocs externes, sont bien placés aujourd'hui pour entamer une phase de développement rapide et soutenu.

Dans la région **Moyen-Orient et Afrique du Nord**, la crise économique se traduira probablement par 2,6 millions de pauvres de plus à l'horizon 2011, et par une aggravation du problème du chômage. Les pays du Golfe jouent le rôle moteur dans le redressement de cette région, aidés en cela par le renchérissement des prix du pétrole et une plus grande stabilité de leur secteur financier. Pour que l'ensemble de la région puisse concrétiser l'énorme potentiel qui est le sien, il lui faut absolument ouvrir la porte à une nouvelle génération d'entrepreneurs privés et permettre aux femmes de jouer un rôle à part entière sur le plan économique.

L'**Asie du Sud** est la région du monde qui a le mieux résisté à la crise et la première à avoir retrouvé le chemin de la croissance, mais la pauvreté y subsiste néanmoins, quelque 600 millions de ses habitants n'ayant pas plus de 1,25 dollar par jour pour vivre. Le problème est donc pour elle d'assurer un redressement plus soutenu, solidaire et durable. Cela passe en priorité par une réduction des déficits budgétaires et une maîtrise de l'endettement public, afin de dégager les ressources nécessaires au financement des programmes sociaux et des infrastructures essentielles. Un renforcement de l'intégration commerciale sera également primordial.

-###-

*Les journalistes peuvent accéder à l'ouvrage avant la levée de l'embargo par l'intermédiaire du service en ligne de la Banque mondiale pour les médias : [www.media.worldbank.org](http://www.media.worldbank.org)*

*Cet ouvrage et les documents qui s'y rapportent seront accessibles au public sur le web à l'adresse suivante, dès la levée de l'embargo : <http://go.worldbank.org/TPPWANWXRO>*